

LE POING SUR

Le syndicat CGT FIP amputé de ses moyens de fonctionnement ; la direction doit prendre nos besoins au sérieux :

- Les militants de la CGT n'ont plus d'accès à leur messagerie syndicale depuis plus d'un mois.
- Parfois des oppositions à l'utilisation de matériels ordinaires de papeterie !
- Accès Intranet DE PLUS EN PLUS RESTREINT jusqu'à n'autoriser plus que les sites directionnels !

Le jour de carence :

On nous annonce 13 jours (y compris WE) de congés maladie (CM) par an dans la Fonction Publique d'État et 12 dans le privé.

Un ministre de la Fonction Publique peut naturellement se sentir très satisfait de ce chiffre de CM et de la bonne santé des fonctionnaires.

Ce chiffre est une moyenne par agent qui tient compte des agents qui souffrent de graves maladies, d'hospitalisation sur plusieurs mois.

Ce qui veut dire que l'immense majorité des salariés n'est jamais malade et ne prend pas de congés maladie.

Pourquoi cet acharnement contre nos acquis et en particulier sur ce jour de carence de congés maladie?

Pour nous briser !

Finalement, messieurs du gouvernement, être malade reviendra à faire un jour de grève!

Nous allons préférer la lutte et la grève avant d'être malades des mauvaises conditions de travail que vous nous imposez, et vous montrer que vous ne nous briserez pas !!

A consulter sur internet :

► Le rapport de la Cour des Comptes présenté au sénat sur la fusion DGI/CP, instructif, en particulier pour ceux qui, souvent, disent : « à quoi bon faire grève ? » www.ccompte.fr

La Cour des Comptes est contrainte de reconnaître que notre combativité, les journées de grève que nous avons faites ont retardé et handicapé la mise en place de la fusion ! Une leçon pour la suite : la lutte passe par la grève !

► Site de la Fédération des Finances CGT :

- Vidéo Monsieur Pognon
- justicefiscale.fr (Présentation de la fiscalité et de la justice ou injustice fiscale)

Francis ...

La section de la CGT de l'Isère présente toutes ses condoléances à Martine, l'épouse de Francis et à toute sa famille, ainsi qu'à la section Snui-Sud-Trésor- Solidaires Isère. Les militants de l'ex-SNADGI se souviennent fraternellement des inter-syndicales et du grand mouvement de grève de 1989. Adieu Francis.....

C
G
T

F
I
N
A
N
C
E
S

P
U
B
L
I
Q
U
E
S

EDITORIAL

La situation à la DGFIP s'aggrave, les causes sont multiples : suppression d'emplois, dégradation des conditions de travail, fusion et concentration de services inopportunes et bien sûr une ambiance, une souffrance plus aigües au travail.

M.PARINI, tout va mal !

Vous affirmez, lors de la présentation du rapport sur la fusion de la DGI et de la DGCP par la Cour des Comptes le 25 octobre 2011, que c'est une réussite, il y a moins de fonctionnaires aux finances (là, on vous croit) et bien sûr des économies ont été faites. Les rapporteurs de la Cour des Comptes sont plus réservés et affirment qu'il est trop tôt pour analyser les résultats. Ils prétendent même qu'aucune amélioration n'est constatée.

Vous affirmez entre autre, que l'interlocuteur fiscal unique est une grande avancée pour le service public. Le personnel dans son ensemble appréciera la valeur de vos propos. Sur le site www.ccompte.fr (recherchez: fusion DGI et DGCP), chacun peut écouter les différentes vidéos, et donc la bonne parole totalement opposée aux réalités vécues par les fonctionnaires des finances, un grand moment médiatique.

Les conservations des hypothèques sont un exemple de casse du service public. La politique appliquée dans tous les services est celle de suppression d'emplois et de développement de matériel informatique. Un DSF relayant la bonne parole de Bercy affirmait : « il y aura moins de fonctionnaires mais plus de moyens informatiques et le travail sera mieux fait, plus efficace ». La machine remplace l'humain, la DGFIP se déshumanise.

Le résultat : une hécatombe dans l'ensemble des bureaux des hypothèques, des retards de plus de cent jours entraînant des conséquences dans les centres fonciers et dans les SIP pour l'établissement des impôts locaux. Acharnement des conservateurs qui, pour la grande majorité, étaient les directeurs d'hier qui accompagnaient avec servilité, la politique de suppression d'emplois et de casse des services. Pour eux, c'est un peu l'histoire de « l'arroseur arrosé ». Ils pleurent la baisse de leur rémunération. Fin 2012, la tourmente se poursuit, plus de conservateurs, plus de chefs de contrôle, plus d'hypothèques.

Est-ce une bonne raison pour accabler le personnel des hypothèques, de repousser leur demande de congé et de les harceler? Les responsables sont bien connus et la CGT n'a cessé de les dénoncer.

De toute façon, l'ensemble des fonctionnaires des finances subissent cette politique de casse et ne doivent pas être

culpabilisés alors qu'ils sont victimes tout comme l'ensemble de nos concitoyens.

La politique de rigueur, voilà le programme de ce gouvernement, et la cible est toujours la fonction publique. Ces fonctionnaires accusés de frauder sur les congés maladies qui seront pénalisés d'un jour non payé, « jour de carence », alors que les entreprises privées de plus de 100 000 employés subviennent au coût des arrêts de travail pour maladie, est-ce ça, l'égalité public/privé ?

La CGT est opposée au non paiement des congés de maladie que ce soit dans le public ou le privé. La sécurité sociale appartient aux salariés.

Les jours d'arrêt maladie doivent être payés sans restriction!

M.TIAN, député UMP, rapporteur à l'Assemblée nationale, dénonce 2 à 3 milliards de fraudes sur les prestations sociales. La fraude aux cotisations sociales des entreprises privées s'évalue entre 8 et 15,8 Mds, Monsieur le député! Et ne pas omettre les 52Mds d'exonération de cotisations patronales accordées chaque année !!

A côté, la fraude fiscale en France s'élève d'après l'INSEE et l'OCDE à 40 à 50 Mds par an. Les fonctionnaires des finances ont à cœur de bien faire leur boulot et déplorent le manque de moyens pour combattre un réel fléau national. Suppression d'emplois, mauvaise paye, non reconnaissance du travail accompli n'engagent pas la lutte contre la criminalité fiscale. Ce gouvernement accusant l'incivilité des plus modestes, serait-il complice de ceux qui fraudent le fisc ?

Pour combattre la fraude, il faut augmenter le nombre de fonctionnaires, embauchez ! Pour combler le déficit de la sécurité sociale, il faut aussi créer des emplois et augmenter les salaires du public comme du privé. Ils ont trouvé plus de 300 Mds pour les banques !

Jusqu'à présent, le constat est là, de nombreux cadeaux fiscaux ont été octroyés aux plus riches et aux entreprises, pour plus de régression sociale. Le MEDEF est très reconnaissant et trouve que le gouvernement peut faire encore plus pour lui !

*Solidarité avec les Grecs !
Ce qui se passe en Grèce nous concerne directement...*

La Grèce est le laboratoire des politiques de super-austérité que les gouvernements nationaux, l'Union Européenne (EU) et les capitalistes veulent infliger aux peuples contre les salaires, la protection sociale, tous les acquis sociaux et démocratiques nationaux. Au nom des dettes publiques qu'ils ont eux-mêmes creusées.

NON ! Le plan de Bruxelles n'aide pas les grecs ! C'est ce qu'ils veulent nous faire croire ! <i>Il vise à saigner encore le plus possible le peuple grec pour « sauver l'euro ». Il vise à mettre ce pays et les autres sous la tutelle de l'UE du capital : Inacceptable !</i> <i>Demain ce seront les travailleurs français qui subiront les mêmes mesures, ça a déjà commencé : suppression d'emplois, gel des salaires, anticipation des mesures anti-sociales sur la retraite que nous avons combattues avec vigueur et rejetées par la majorité des français, l'augmentation de la TVA , etc... ! On nous prépare déjà à subir encore plus.... Pour sauver l'état, l'€, le triple A, l'EU ! De qui se moque-t-on !</i> <i>Le peuple grec résiste de plus en plus fort face aux sacrifices tellement injustes qui lui sont imposés au profit de la finance. La montée rapide de ces luttes a obligé l'ex-premier ministre grec, Georges Papandréou, et les dirigeants européens à changer de stratégie pour continuer à faire passer leur politique.</i> <i>Les pressions des institutions nationales et internationales sont maximales.</i> Pour Sarkozy, Merkel ou Zapatero, toute expression démocratique, même biaisée, d'un peuple sur l'UE est risquée, intolérable. Du Danemark à l'Irlande en passant par les Pays-Bas et la France, les rares référendums organisés ont montré un rejet croissant des travailleurs de l'UE du capital depuis 20 ans. Un vote négatif des Grecs contre l'euro créerait un précédent politique qui ne pourrait qu'inspirer les autres peuples, un symbole de résistance des peuples aux politiques de super-austérité, en pleine crise du capitalisme. Aussi UE, BCE et gouvernements vont continuer à	chercher à imposer par le plan de Bruxelles. Une campagne médiatique est lancée de dénigrement du peuple grec qui ne « mériterait pas l'euro » (comme si c'était une chance !), pour qui les autres « peuples ne devraient pas payer ». Les fils sont gros ! Pour qui les peuples, grec, portugais, italien, mais aussi français et allemands paient-ils de plus en plus cher sur leurs salaires, retraites, protection sociale ? Tous pour les trusts et la finance ! Travailleurs, jeunes, retraités français, notre intérêt rejoint celui des Grecs. Nous sommes confrontés à la même politique: > à combattre par les luttes les plans d'austérité que se succèdent et toutes leurs dispositions (taxe sur les mutuelles, baisse des remboursements de santé, hausse de la TVA etc...) > à refuser tout plan de renflouement des banques avec de l'argent public, de « nationalisation des pertes », à exiger leur nationalisation intégrale sans indemnité pour les actionnaires. > à remettre en cause la dette publique induite et toutes les politiques de cadeaux fiscaux et sociaux aux plus riches et au patronat. > à refuser l'application du Traité de Lisbonne, des directives et règlements européens, du plan de Bruxelles, illégitimes, qui servent de prétexte et d'instruments aux politiques de casse économique et social en France et dans tous les pays de l'UE > à remettre en cause l'UE du capital et son instrument l'euro. L'UE oppose les peuples contre les autres. Opposons-leur une véritable solidarité! Solidarité avec les travailleurs et de l'ensemble du peuple grec ! Les grecs nous montrent comment les luttes peuvent déstabiliser les gouvernements ! Les luttes en France doivent s'organiser sans attendre 2012 !
---	--

Attention, ça devient rouge...

Elections professionnelles du 20 octobre dernier :
Vous avez voté pour la CGT, Merci !
Voter CGT c'est bien, adhérer c'est mieux, lutter c'est encore mieux !

Femmes de Ménage au CFP :
Pourquoi un conflit entre les salariées et leur direction ?
En raison de conditions de travail, en dégradation constante depuis des années, liées à une politique de rentabilité maximum qui se fait sur le dos des salariés.
Des salaires au rabais et pour certaines pas assez d'heures pour bénéficier d'une couverture sociale : pas de sécu pour ces salariées qui travaillent dur le soir ou le matin tôt.
Mais Onet est une pauvre petite entreprise qui n'a pas les moyens de donner un peu plus d'heures à ses employés , les temps sont durs vous savez !!!

Stress au Travail à la Tour du Pin :
Toujours plus de travail, des nouvelles missions, de la technicité supplémentaire demandée, toujours moins de collègues dans les services , des organisations du travail parfois "abracadabrantesques" .

La surcharge de travail pèse très lourd sur les épaules des collègues.
Résultat : 1 grand malaise ambiant qui voit les collègues craquer !
Direction informée de la gravité potentielle de la situation.
Si rien n'est fait rapidement, des actions verront également le jour sur ce site.

Conflit avancé à Bourgoin Jallieu :
C'est tout d'abord en SIP que le ras-le-bol a entraîné la mobilisation. La direction a été informée, le médecin de prévention amené à se rendre sur place... Puis l'action a été élargie à l'ensemble de l'Hotel des Impôts, jusqu'à un mouvement de grève très bien suivi le jeudi 4 octobre dernier.
Qui n'a pas empêché la mobilisation pour la grève nationale du 11 octobre dernier.

La Côte Saint André :
Le chauffage est-il vraiment optionnel par les températures actuelles ?...

HDI de Voiron :
On appelle l'ascenseur depuis le mois de mars ... mais il ne vient pas !
Quelles conditions de travail pour les collègues et bonjour l'accueil pour certains contribuables !!!! Quelle qualité de service !
Les élus CGT ont alerté le CHS mais l'ascenseur n'est toujours pas là, il va falloir passer à d'autres actions

Direction, Ressources Humaines :
Lors des élections professionnelles, les collègues de la direction et les camarades ont dû rester jusqu'à plus de 4 h00 du matin (oui vous lisez bien) pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons ultérieurement.
Mais on leur a probablement proposé de prendre leur matinée (au moins) le lendemain NON ?
Si ce n'est pas le cas, rappelons que les récupérations doivent tenir compte du fait qu'il y a des heures de travail de nuit !